



DOSSIER

ÉDUCATION SOMMES-NOUS ARMÉS FACE À L'ÉCONOMIE?

L'économie souffre-t-elle d'une dictature de la pensée unique ? A l'université, dans les médias, un seul modèle semble avoir droit de cité. Face au chômage et à la crise, l'austérité et la rationalisation sont encore trop souvent présentées comme les uniques solutions. Devant cette hégémonie, citoyens, et étudiants ont-ils toutes les cartes en main, pour développer un esprit critique et éclairé face aux défis économiques ? La solution ne passerait-elle pas aussi, par une meilleure éducation à ces sujets, et ce dès l'école ?

© Bryan Alexander

DOSSIER

GUERRE DES CHAPELLES À L'UNIVERSITÉ

Dans de nombreuses universités est né un sentiment de révolte par rapport à l'enseignement de l'économie. Seule la pensée néo-libérale aurait sa place dans les amphithéâtres. L'université ne serait-elle plus le lieu de débat et d'ouverture d'esprit qu'elle est censée représenter ?

Julien Collinet

Mercredi 2 novembre 2011, Harvard. Ce matin-là, soixante-dix étudiants se lèvent comme un seul homme pour quitter brusquement le cours de Gregory Mankiw. Le happening est hautement symbolique et intervient dans la foulée du mouvement « Occupy Wall Street ». Le professeur officiant ce jour-là est l'une des vedettes de la faculté d'économie de la prestigieuse université américaine. Ancien responsable de l'équipe économique de George W. Bush, son manuel, « Principes de l'économie », vendu à des millions d'exemplaires et traduit en pas moins de vingt langues, fait office d'ouvrage de référence pour des milliers d'étudiants en première année de sciences économiques. Dans une lettre ouverte, les étudiants contestataires expliquent leur geste par la volonté de dénoncer un cours qui épouse une vision spécifique – et limitée – de l'économie qui perpétue les systèmes inefficaces et problématiques des inégalités économiques de notre société actuelle. Le mouvement de contestation

s'est ensuite étendu au Royaume-Uni puis à la France, avant de s'institutionnaliser. Quarante-deux associations de dix-neuf pays européens ont ainsi créé l'ISIPE (Initiative étudiante internationale pour le pluralisme en économie). Au cœur des débats figure le manque de pluralisme des enseignants en sciences économiques. D'un côté, l'écrasante majorité des économistes dits « orthodoxes » ou « néo-classiques », libéraux et convaincus de la toute-puissance d'un marché autorégulé ; de l'autre, franchement minoritaires, les économistes hétérodoxes (regroupant notamment marxistes et pots-keynésiens, voir encadré p.7). Les premiers auraient fait main basse sur l'Université en occupant l'immense majorité des postes de professeurs et en empêchant tout débat d'idées. Les seconds davantage situés à gauche de l'échiquier politique, intégrant, eux, d'autres sciences humaines à leur travail, seraient ostracisés des facultés d'économie.

À l'intérieur de nos frontières, les revendications des étudiants en économie se sont fait entendre à l'ULB, mais elles ont, surtout, trouvé écho au sein de l'Université catholique de Louvain (UCL). Avec la crise de 2008, il y a eu un renouveau de la contestation, les étudiants ont commencé à se poser des questions sur la manière dont on leur enseignait leur matière. Ils ont remarqué qu'on n'abordait jamais la crise au sein des cours, ni les problèmes écologiques ou la montée des inégalités, explique Olivier Malay, l'un des étudiants à l'origine du mouvement et aujourd'hui doctorant. Constituée d'un noyau dur d'une quinzaine d'élèves, l'initiative néolouvainiste a le mérite d'avoir déjà abouti à des résultats concrets. Des séminaires sur les questions alternatives en termes d'économie ont été mis en place, et surtout, un cours, optionnel certes, de développement durable sera proposé à la rentrée universitaire.

L'économie est-elle une science ?

En regardant en arrière, Olivier Malay jette un regard désabusé sur sa formation. J'ai choisi ce cursus afin de comprendre l'économie. Au final, j'ai été obligé de le faire de manière autodidacte. On ne parle pas beaucoup d'économie réelle dans les cours, mais principalement de mathématiques. Surtout durant le bachelier, on privilégie l'aspect technique comme les mathématiques et la modélisation plutôt que la connaissance des faits économiques et leur interprétation. Et quand il y en



La contestation est née sur les campus américains dans le sillage du mouvement Occupy Wall Street.

DOSSIER



a, c'est souvent avec un biais en faveur du marché. En analysant les programmes des bacheliers des principales universités francophones, le constat est en effet accablant (voir graphique). Les cours de micro-économie, de gestion et de statistiques se taillent la part du lion. L'histoire de l'économie, des différentes théories économiques ou de la monnaie sont en revanche peu étudiées. À l'Université de Liège, il n'y a tout simplement aucun cours d'histoire de l'économie. On présente l'économie comme une science dure. Pourtant cette matière est éminemment politique, poursuit Olivier Malay. Preuve de cette volonté d'institutionnaliser et de revendiquer l'aspect scientifique de l'économie, la remise de la récompense communément appelée « prix Nobel d'économie » relèverait d'une mystification. Celui-ci n'a pas été créé par Alfred Nobel, mais par la banque de Suède, en 1969. Son titre exact est « prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel ».

« Les cours sont beaucoup trop techniques. Les universitaires ne parviennent plus à répondre à des problèmes de société comme le chômage. »

Guerre d'influence

L'orientation des universitaires est ainsi au cœur du débat. Selon les partisans d'un enseignement pluraliste, l'Université souffrirait d'une guerre d'influence. À ce petit jeu, les économistes néo-classiques bénéficieraient d'une position hégémonique, au détriment des post-keynésiens, dont les derniers représentants seraient proches de la retraite, et des marxistes (qui ont, pour la plupart, disparu en même temps que l'URSS). Jacques Moriau situerait

ce tournant à la fin des années 90. Ce sociologue, officiant à l'ULB, a fondé avec d'autres universitaires l'« Atelier des chercheurs pour une désexcellence à l'université ». Selon ce collectif, la pensée managériale et néo-libérale aurait investi l'Université depuis plus d'une décennie. Il serait de toute façon très difficile aujourd'hui de redonner un poids à une autre pensée. Particulièrement en économie, où les économistes néo-classiques ont tout verrouillé. Il y a un lien de reproduction entre les professeurs, poursuit Jacques Moriau. À l'UCL Christian Arnspurger, chantre de l'éthique appliquée à l'économie, a été poussé vers la sortie et enseigne désormais en Suisse. Paul Jorion, anthropologue et économiste hétérodoxe, connu pour avoir anticipé la crise des subprimes, anciennement chargé de cours à la VUB¹, a été licencié en septembre 2015 pour des motifs selon lui fantaisistes. Son faible niveau d'anglais a ainsi été mis en cause, et des plaintes auraient déposées par des étudiants. D'après Jorion ces prétextes cachent la volonté de l'université

PART DES MATIÈRES SUR LES 3 ANNÉES DE BACHELIER EN SCIENCES ÉCONOMIQUES (ULB, UCL, ULG)

Gestion/Droit	32,00%
Micro-Macro économie	16,50%
Maths-Statistiques	16,50%
Langues	11,00%
Problèmes économiques contemporains	8,00%
Sciences humaines	6,50%
Histoire de la monnaie, Finance	5,50%
Histoire de l'économie	4,00%

La crise des subprimes n'est que survolée dans la majorité des cursus économiques.

de se conformer à un discours pseudo-mathématique, pseudo-scientifique, qui est de la poudre aux yeux, de la propagande qui ne devrait pas être déversée dans les universités.

Le mercato des professeurs

La nomination des nouveaux professeurs est stratégique. Une commission chargée d'examiner les demandes de nomination du corps enseignant, composée de professeurs - la plupart du temps en lien avec le cours en question - est nommée par le doyen. Un processus qui pousserait à la reproduction des orthodoxes, en position de force. Mais surtout, à l'ULB notamment, les critères ont changé à l'aube des années 2000. Auparavant, le recrutement était effectué en interne, ce qui véhiculait l'idée d'une université refermée sur elle-même, fonctionnant à l'image d'une communauté. Une logique de concurrence des établissements est ensuite apparue, les classements comme celui de Shanghai, notant les établissements, ont pris de plus en plus d'importance. Aujourd'hui, les Universités tentent dès lors d'attirer des chercheurs de l'étranger. Les professeurs ont aussi une valeur, poursuit Jacques Moriau. Cela s'apparente au marché des transferts en football. Il existe en fait des classements déterminés par un index, l'indice H, afin de coter les scientifiques, selon leur nombre de publications, la qualité des revues où ils ont publié, etc. Et les revues les mieux cotées, les plus prestigieuses comme l'*American review of economics*, ne publient que des travaux mainstream. Si vous êtes keynésiens, vous devrez vous tourner vers des revues plus confidentielles, et votre index en sera fortement impacté. Un double handicap pour les économistes hétérodoxes. Cela répond à une logique de marché, affirme Jacques Moriau. La même logique fonctionne pour les étudiants désireux d'entreprendre une thèse. Ils auraient le plus grand mal à trouver un directeur de thèse s'ils ne rentrent pas dans le moule. Pierre Pestiau, est aujourd'hui professeur émérite à l'Université de Liège. Il y dispensait des cours de macro-économie et de recherche d'économie publique depuis les années 70. Il a ainsi pu observer ces récentes évolutions et son regard n'est pas si noir. On était très loin en Belgique du niveau des universités anglo-saxonnes. Depuis, l'enseignement s'est modernisé. On a rattrapé une partie du retard. Même s'il est vrai que les cours sont maintenant beaucoup plus techniques. Cela a des conséquences directes sur notre société. Les économistes ne parviennent plus à répondre à des problèmes comme le chômage. Pourtant dans une région comme celle du bassin liégeois, cela aurait du sens.

Solvay, c'est du champagne

Autre phénomène récent, les sciences économiques attireraient de moins en moins de monde. À Liège, il y avait à l'époque plus de 150 élèves intéressés par l'économie, aujourd'hui, ils ne sont plus que 20 poursuit Pierre Pestiau. Mais si l'économie n'attire

DOSSIER



plus, alors à quoi aspirent les étudiants ? Les formations en gestion et management, elles en revanche, font rêver les futurs diplômés. Et les grands établissements belges l'ont compris. À Liège, les bacheliers et masters en économie sont passés sous la coupole de HEC Liège, la business school de l'ULg. Idem à Bruxelles, où la prestigieuse école Solvay a fusionné en 2008 avec le département d'économie de l'ULB. On regarde d'ailleurs un peu de haut les étudiants en éco, explique Antoine, qui vient de terminer son master de gestion à Solvay. Le jeune homme a conscience de faire partie d'une élite. La renommée de Solvay, son réseau, les anciens élèves prestigieux, comme Didier Bellens, nous sont vendus comme modèles tout le long de nos études. On trouve du travail très facilement, car l'école est très bien cotée. Antoine a déjà d'ailleurs reçu plusieurs propositions d'emploi, de cabinets d'audit notamment. De nombreuses conférences sont organisées avec des entreprises. Il y a des événements où on est en contact direct avec elles, comme les Solvay Business games. Certaines m'ont invité à visiter leurs locaux. Elles m'ont sorti le grand jeu : traiteur particulier ou grand restaurant. Le monde de l'entreprise est ainsi très présent. Dans le nouveau bâtiment qui abrite l'école, tranchant avec les autres édifices du campus du Solbosch, chaque auditoire est frappé d'une plaque au nom des généreux donateurs privés qui ont financé les travaux. Les chaires, quant à elles, portent elles le nom de grandes entreprises comme Ab-InBev, GDF-Suez ou encore BNP Paribas Fortis pour celle qui est spécialisée dans le domaine bancaire. ■

1. Vrije Universiteit Brussel

LES PRINCIPAUX COURANTS DE PENSÉE ÉCONOMIQUE

POST-KEYNÉSIANISME :
Inspiré par les travaux de Keynes. Ce dernier prônait des politiques d'investissement par l'État. La majorité des économistes hétérodoxes s'inscrivent dans ce courant et intègrent d'autres sciences humaines pour nourrir leur réflexion. A ne pas confondre avec les néo-keynésiens proches de la théorie néo-classique.

ÉCOLE NÉO-CLASSIQUE :
Convaincus du libre-échange, de l'efficacité des marchés et de la rationalité économique, ces économistes prônent une politique monétaire stricte en vue de limiter l'inflation. La micro-économie demeure la matière principale. Ils occupent la grande majorité des postes de professeurs à l'université.

MARXISME :
Théorie développée suite aux travaux de Karl Marx. Celui-ci prédit la fin du capitalisme, car le creusement de l'écart de rémunération entre propriétaires et prolétaires finira par engendrer une révolution et une nouvelle organisation sociale. Ces économistes ont pour la plupart disparu avec la chute de l'URSS.

MÉDIAS, L'ÉCONOMIE SOUS PRESSION

En crise et souvent accusés de tous les maux, les médias continuent pourtant de susciter l'attention du public, la télévision en particulier. 91 % des Belges la regardent tous les jours, pour une moyenne quotidienne de plus de 3 h par personne. Mais comment les médias traitent-ils l'économie ?

Julien Collinet

C'est mon prédécesseur, Roger Debroux, qui, en 1988, a eu l'idée de faire une chronique économique à la radio. À l'époque, cela paraissait complètement surréaliste, se remémore Michel Visart, journaliste économique à la RTBF. Longtemps, l'actualité économique est restée confidentielle dans les colonnes des journaux grand public. Le dernier quotidien francophone économique du pays, L'Écho,

ne s'est d'ailleurs intéressé longtemps qu'aux marchés financiers (il s'intitulait L'Écho de la Bourse jusqu'en 1990) et restait donc réservé à un lectorat très spécialisé, allant des boursicoteurs aux dirigeants d'entreprise. La Libre Belgique avait, elle, lancé La Libre Entreprise dans les années 1980. Durant les deux dernières décennies, la couverture des problématiques économiques n'a cessé de grandir. Il y a eu un vrai tournant avec la crise de 2008, poursuit Michel Visart. Les gens étaient demandeurs. Il y a eu un réel besoin de comprendre. On a été obligé de faire un gros travail de vulgarisation. Il a fallu trouver des angles accessibles : pourquoi cela me touche en tant que citoyen ? Pour expliquer les grands phénomènes, on va donc désormais analyser comment ils impactent directement le portefeuille des gens, comme la hausse des prix du gaz par exemple... Malgré ces efforts, le niveau de connaissance des Belges et leur intérêt pour les questions financières restent toutefois relativement limités (voir encadré).



ÉDUCATION À L'ÉCOLE : ENCORE DU CHEMIN À FAIRE

Les Belges sous-éduqués financièrement ? Il est vrai que l'économie et les finances font peur à beaucoup de personnes. Côté flamand, un cours d'éducation financière est en place depuis plusieurs années. Ces cours ont pour but d'apprendre aux élèves à utiliser des services bancaires basiques tels que les comptes d'épargne, les emprunts hypothécaires ou le crédit. 70 % des élèves en communauté flamande ont ainsi bénéficié d'un enseignement sur des questions financières pendant plus de deux ans. En Belgique francophone, en revanche, les élèves n'ont pas à proprement parler de cours d'éducation financière. Des notions sont abordées mais de façon transversale, dans d'autres matières telles que les mathématiques. Cette lacune de formation se fait fortement ressentir sur les habitudes de consommation des Belges une fois adultes, avec de graves conséquences en matière de surendettement notamment. Selon une étude de l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA), une famille sur deux n'établit pas de budget pour son ménage. 18 % seulement des personnes interrogées pensent avoir de bonnes

connaissances financières. Enfin lorsqu'il souscrit un produit financier (compte d'épargne, compte courant, crédit...), seul 1 sondé sur 3 compare les offres de différents prestataires.

Sous l'angle de la consommation responsable

Les choses évoluent toutefois. Au mois de juin, le parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles approuvait une proposition de résolution afin de demander au gouvernement d'intégrer l'éducation financière et la sensibilisation à la consommation responsable dans le cursus scolaire. Cette dernière permet d'envisager notre consommation en tenant compte de critères écologiques, sociaux et éthiques. Une directive a enfin été envoyée par la ministre de l'Éducation, Marie-Martine Schyns, aux enseignants francophones. La ministre leur suggère d'utiliser une série d'outils, comme la plateforme Wikifin recensant des jeux et ressources pour l'éducation financière, ou le guide de Financité « Éducation vers une consommation responsable » proposant une cinquantaine d'outils pédagogiques innovants, disponible sur www.consoresponsable.be

Les cordons de la bourse

Les médias ne sont peut-être pas eux-mêmes toujours à la hauteur de ce devoir de pédagogie. L'exemple récent de la couverture médiatique du Brexit est flagrant¹. Peu après les résultats du référendum de juin dernier, affirmant la volonté des Britanniques de quitter l'Union européenne, la majorité des articles ou de sujets télévisés traitant d'économie se sont focalisés sur la réaction des marchés boursiers, sous un angle bien souvent catastrophique. L'habitude de volatilité des marchés financiers ne pouvait pourtant en aucun cas laisser penser que le Brexit conduirait indubitablement à une crise financière majeure. Les Bourses européennes se sont d'ailleurs relevées depuis lors. On pourrait penser que cette importance réservée aux marchés pourrait s'expliquer par l'intérêt particulier des Belges pour la chose. Ce n'est pourtant pas le cas. En Belgique, un peu moins de 15 % des ménages détiennent des actions individuelles d'entreprises cotées en bourse, d'une valeur médiane de 5100 € à peine par ménage selon la Banque nationale de Belgique. Quant à chiffrer la part des titres britanniques dans cette proportion, on peut dire avec certitude qu'elle ne peut y être qu'égale... ou inférieure. Nos journalistes sont trop spécialisés, insiste David Leloup, journaliste d'investigation et auteur de plusieurs documentaires sur des scandales financiers. Les rédactions anglo-saxonnes, ont pris l'habitude de ne pas laisser un journaliste plus de cinq ans dans une rubrique. Cela permet d'avoir un regard neuf sur une discipline et de rester près des préoccupations de leurs lecteurs. À l'inverse des hommes politiques, qui ont besoin des médias, les acteurs économiques s'y font discrets. Très peu d'enquêtes économiques sortent dans les journaux. Les récentes fuites, telles que les Panama Papers ou Lux Leaks, n'ont été possibles que parce que des lanceurs d'alertes ont choisi de contacter directement la presse pour révéler un scandale. La presse demeure en grande difficulté, poursuit David Leloup. Les journalistes qui ont le temps d'enquêter sont très rares. Il y a également un complexe chez les journalistes eux-mêmes par rapport à tout ce qui est financier. On croit que c'est compliqué, pourtant ce n'est pas une science dure. Tout le monde peut travailler sur ce sujet.

« Les banques ont tout à gagner à avoir des économistes réactifs qui pourront s'exprimer au journal télévisé. »

Le bal des experts

L'une des critiques souvent formulées à l'encontre des médias concerne la faible diversité des experts interrogés. Les Bruno Colmant (Banque Degroof-Petercam), Philippe Ledent (ING) ou Étienne de Callatay (Orcadia Asset Management) sont très régulièrement invités à s'exprimer sur les plateaux TV ou dans les colonnes des journaux. Ils entraînent dans les rédactions une réputation de « bons clients », à savoir des interlocuteurs capables de résumer un message clair et compréhensible s'inscrivant dans les formats imposés par la presse. Les employeurs de ces experts, des institutions financières, peuvent toutefois jeter le trouble quant à leur impartialité. Et le risque d'un conflit d'intérêts par rapport à la teneur de leurs propos n'est jamais très loin. Ça peut être ambigu, reconnaît Michel Visart. Mais, on se fait le devoir de toujours préciser pour qui travaille un économiste. Et la plupart du temps, ce n'est pas la banque qui parle, mais l'expert. Ce serait sans doute plus facile, en France, de trouver des voix discordantes, comme les Économistes Atterrés, mais en Belgique les Universitaires sont, pour la majorité, orthodoxes. Les banques ont ainsi compris qu'elles avaient tout à gagner à avoir des économistes bien informés et réactifs qui pourront leur assurer un peu de notoriété en s'exprimant au journal télévisé. C'est aussi la faute des syndicats ou des partis de gauche, qui n'ont pas encore réussi à imposer des économistes alternatifs, conclut David Leloup. ■

¹ O. Jerusalem, Brexit. Les journaux grand public jouent-ils à nous faire peur ?, Financité, 2016